

PLAN DE DEROULEMENT DES PROJETS EN REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Avril 2017

Principe de base	Assistances pour la stabilisation régionale et le développement socio-économique													
Domaine prioritaire 1	Aménagements d'infrastructures sociales pour le développement durable													
<p>Enjeux de développement 1-1</p> <p>Aménagement d'infrastructures industrielles</p>	<p>【Situation actuelle et Enjeux】 Djibouti est la plaque tournante sur le Golfe d'Aden qui est l'une des principales routes maritimes pour le transfert maritime entre l'Asie et l'Europe. Outre cela, puisque les circonstances des pays voisins muni de ports sont instables, la plupart des commerces et des transferts de marchandise, destinés notamment au marché de l'Éthiopie et à celui du Soudan de Sud, passent par Djibouti. Dans une telle situation, le gouvernement de la République de Djibouti met l'accent sur la politique destinée à encourager Djibouti à fonctionner comme hub logistique dans la région de la Corne d'Afrique.</p>				<p>【Politique de l'aide au développement】 Le Japon apporte son soutien pour l'aménagement d'infrastructures industrielles qui sont indispensables pour que le gouvernement de la République de Djibouti entretienne sa croissance économique durable.</p>									
	Nom du Programme de coopération	Sommaire du Programme de coopération	Nom du projet	Schéma	Période d'exécution						Montant d'aide (cent millions de yens japonais)	Notes		
							avant AFJ 2016	AFJ 2017	AFJ2018	AFJ 2019	AFJ 2020	AFJ 2021		
			L'étude de développement géothermique (étude de physique)		Etude fondamentale									
			Le projet des tests de forage pour le développement géothermique		Projet de développement									
			La formation sur les ressources naturelles et l'énergie		Formation au Japon									
			Le projet des équipements pour la maintenance des routes		Don							12.39		
			Le conseiller d'amélioration de la maintenance des équipements de gestion des routes		Conseiller									
			L'étude de renforcement de la capacité de transport maritime à l'intérieur du golfe de Tadjourah		Etude fondamentale									
		La formation sur les infrastructures		Formation										
		Le projet d'amélioration de gestion de données topographiques numériques		Coopération technique										
Domaine prioritaire 2	Formation du personnel qui constitue la base du développement socio-économique													
	<p>【Situation actuelle et Enjeux】 En République de Djibouti, beaucoup de citoyens ne peuvent pas profiter suffisamment des services sociaux fondamentaux à savoir l'éducation, la santé, à cause du manque de personnes compétentes. En ce qui concerne l'éducation, il y a eu des améliorations comme par exemple le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (31% en 2000, 68% en 2014). Par ailleurs, il reste encore le défi d'améliorer la qualité de l'éducation. Il faut améliorer le taux d'achèvement des études dans le primaire, le manque d'enseignant, la forte densité d'élève par classe. Cela constitue un cercle vicieux, c'est-à-dire que la qualité de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle ne sont pas assurés. Pour ce qui est de la santé, les indices montrent une situation grave; l'espérance de vie à la naissance (62 ans en 2015), le taux de mortalité maternelle (229/100,000) et celle d'infantile moins de 5 ans (65/100,000). Une telle situation de la qualité des services de la santé doit être améliorée au plus tôt possible pour enrichir les services sociaux fondamentaux.</p>				<p>【Politique de l'aide au développement】 Compte tenu de la politique du Gouvernement du Japon dans le domaine de la santé et de l'éducation à savoir "Design de base pour la paix et la santé", "Stratégie d'apprentissage pour la paix et la croissance", le Japon forme du personnel qui contribue à l'amélioration des services sociaux fondamentaux y compris l'amélioration de la qualité de l'éducation et celle des indices de la santé, et améliore aussi l'accès à ces services.</p>									

Domaine prioritaire 3	Renforcement de l'effort de stabilisation régionale											
Enjeux de développement 3-1	<p>【Situation actuelle et Enjeux】 La situation politique est stable en République de Djibouti malgré l'instabilité de celle de la région de Corne d'Afrique, et le gouvernement djiboutien continue son engagement politique pour le paix somalien. Il contribue au processus de paix somalien en envoyant des troupes militaires à l'AMISOM et collabore étroitement dans la lutte contre piraterie avec des pays partenaires y compris la force d'auto-défense du Japon. Le Garde-Côte djiboutien, créé en décembre 2010 par l'ordre présidentiel, a pour mission de lutter contre problèmes comme pêche illégale, contrebande, immigration clandestine sur la mer régionale. Mais il est encore nécessaire que des assistances techniques soient apportés pour une sécurité maritime plus efficace, compte tenu du fait qu'il est une organisation nouvelle. Le renforcement des capacités de la sécurité maritime au niveau régional, présenté par le Code de Conduite de Djibouti, est également demandé. En République de Djibouti, la disparité de niveau de développement paraît entre les zones urbaines et celles de la campagne, et les sécheresses sont fréquentes du fait de changement climatique. Ce qui est cause de la faiblesse de la base d'environnement de vie. En plus, la République de Djibouti accueille plus de 17 milles réfugiés venant des pays voisins à savoir la Somalie, l'Éthiopie, le Yémen, et plusieurs dizaines de milliers d'immigrés passent ce pays pour aller dans un pays tiers. Cette situation donne un mauvais impact sur l'économie djiboutienne et elle engendre parfois des conflits entre des réfugiés et des communautés accueillantes.</p>				<p>【Politique de l'aide au développement】 Le Japon apporte son soutien pour le renforcement des capacités du gouvernement djiboutien pour qu'il puisse prendre des mesures appropriées aux actes de piraterie et problèmes de réfugiés et immigrés dus à l'instabilité de la situation politique des pays voisins.</p>							
	Nom du programme de coopération	Sommaire du programme de coopération	Nom du projet	Schéma	Période d'exécution						Montant d'aide (cent millions de yens japonais)	Notes
Renforcement de l'effort de stabilisation régionale	Programme de renforcement des capacités de la sécurité maritime	Le Japon contribue au renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité maritime notamment celles du Garde-Côte djiboutien.	Le projet de construction de patrouilleur pour le renforcement de la capacité pour la sûreté et la sécurité maritime	Don							9.24	
			Le projet de renforcement de la capacité de la garde-côte Djiboutienne phase 2	Coopération technique							1.27	
			Formation des Co-crédation de connaissances (secteur sécurité maritime)	Formation								
			Soutien au Code de conduite de Djibouti (construction de Centre Régional de Formation Maritime (CRFM) etc)	Multilatéral							1.46 millions USD	Budget Supplémentaire Japonais de l'année fiscale 2013 Collaboration avec l'OMI
	Programme d'assistance à l'amélioration des conditions de vie des citoyens défavorisés	Le Japon apporte son soutien aux communautés et citoyens qui vivent en faibles conditions de vie y compris les campagnes subissant leur retard de développement et les communautés djiboutiennes accueillant des réfugiés somaliens, éthiopiens, yemenites etc.	Les jeunes volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (aide aux réfugiés)	JOCV								
			Micros projets dans le domaine de l'eau	Micro projet		-----					0.13	
			Aide alimentaire	Multilatéral							1.40	L'année fiscale japonaise 2016 Collaboration avec le PAM
			Programme d'Appui à l'Alimentation Scolaire	Multilatéral							1.32	Budget Supplémentaire Japonais de l'année fiscale 2016 Collaboration avec le PAM
			La formation de ressources en eau et réduction du risque de catastrophe	Formation								

【Légende】「JOCV」(=Jeunes volontaires japonais pour la coopération à l'étranger), 「Don」(=Aide financière non remboursable), 「Multilatéral」(=Coopération multilatérale au travers des organisations internationales), Ligne suivie「——」(=Période d'exécution de projet), Ligne pointillés「- - -」(=Période prévue d'exécution de projet), 「AFJ」(=Année fiscale japonaise: ex) AFJ2018= du 1 avril 2018 au 31 mars 2019)